

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article4723>

L'argent public met Galileo en orbite

- Technologie -



Date de mise en ligne : vendredi 8 juin 2007

Spyworld Actu

Nouveau plan de financement pour Galileo, le "GPS européen" : le consortium d'industriels ne voulant prendre aucun risque financier, l'argent public financera toute l'infrastructure satellitaire pour que le projet ne prenne pas de retard.

L'Union européenne a décidé vendredi de financer sur fonds publics l'infrastructure de Galileo, le système européen de positionnement par satellite menacé par la défaillance du secteur privé.

Mais les ministres des Transports des Vingt-Sept, qui se sont réunis à Luxembourg pour sauver ce projet-phare de l'UE, restent divisés sur les modalités précises du financement et la question a été reportée à l'automne prochain.

"Nous repartons de zéro, le déploiement des satellites sera financé par le public", a déclaré une source communautaire.

Les Vingt-Sept ont en fait approuvé la proposition de la Commission européenne, qui a suggéré que l'argent public finance l'intégralité de l'infrastructure satellitaire pour un coût de 3,4 milliards d'euros, soit 2,4 milliards supplémentaires par rapport au milliard d'euros déjà injecté.

Deux camps s'affrontent toutefois sur ce dossier.

La Commission, le Parlement de Strasbourg et la plupart des Etats membres sont favorables à un financement par le budget européen des 2,4 milliards d'euros nécessaires.

Ce montant est disponible, puisque chaque année de trois à 10 milliards d'euros représentant la différence entre les crédits d'engagement - les sommes prévues pour les projets - et les crédits de paiement - les montants réellement payés - sont ristournés aux Etats membres à l'issue de l'exercice budgétaire.

Mais l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas préféreraient un système par lequel chaque pays fournirait une contribution à l'Agence spatiale européenne.

Ces pays veulent s'assurer ainsi des retombées plus importantes dans le domaine industriel - au sein de l'agence, le "retour" est égal à ce qui est mis dans le pot commun - et limiter l'intrusion de la Commission européenne dans la gestion.

Pour certains responsables, il s'agit d'une conséquence de la méfiance qui s'est installée entre la France et l'Allemagne dans le cadre de la restructuration d'Airbus, filiale d'EADS <EAD.PA><EAD.DE>, chacun tirant la couverture à soi.

ÉVITER LES RETARDS

Galileo est un projet concurrent du GPS (Global Positioning System) américain qui permettrait d'assurer d'ici à 2012 l'indépendance technologique européenne.

L'argent public met Galileo en orbite

Beaucoup plus précis que le GPS, Galileo devrait avoir de multiples applications dans l'agriculture, les transports, l'environnement, la pêche, la surveillance des infrastructures, etc.

Il y a deux ans, il avait été décidé que les quatre premiers satellites seraient financés par le secteur public, les 26 autres étant à la charge des industriels privés.

Le consortium choisi est composé de grands groupes industriels européens : le géant de l'aérospatiale EADS <EAD.PA>, les français Thales <TCFP.PA> et Alcatel-Lucent <ALU.PA>, le britannique Inmarsat <ISAT.L>, l'italien Finmeccanica <SIFI.MI>, les espagnols AENA et Hispasat et le duo allemand Deutsche Telekom <DTEGn.DE> -Centre aérospatial allemand.

Mais les industriels ont refusé de prendre le moindre risque financier et les ministres ont dû constater leur défaillance et le risque d'un retard peut-être impossible à rattraper.

Pour que le projet voie le jour à la date prévue de 2012, le secteur public doit donc financer la construction de l'infrastructure, qui coûtera 3,4 milliards d'euros sur un coût total, exploitation comprise, de 10 milliards d'euros.

Mais, si le déploiement sera à la charge du public, l'exploitation sera effectuée par le privé.

La Commission explique qu'il ne s'agit pas à proprement parler de fonds supplémentaires, puisque le public aurait de toute manière avancé l'argent au privé, qui le lui aurait remboursé après le démarrage de l'exploitation du système.

Elle compare le nouveau mécanisme à l'achat d'une voiture en liquide au lieu d'un "leasing", qui coûterait plus cher.

Post-scriptum :

<http://www.france24.com/france24Pub...>